

MONARQUÍA PARLAMENTARIA Y OBJECIÓN DE CONCIENCIA. EL CASO DEL REY DE LOS BELGAS

JOSE MARIA SANCHEZ GARCIA
Universidad Autónoma de Madrid

SUMARIO

1. *Introducción.*—2. *Objeción de conciencia en general y su alcance en el caso del Rey de los belgas.*—3. *Convicciones católicas de Balduino I y objeción de conciencia al aborto.*—4. *Monarquía parlamentaria, sanción de la ley y objeción de conciencia.*—5. *Conclusiones.*

1. *Introducción*

El día 3 de abril de 1990 el Consejo de Ministros del Reino de Bélgica realizó tres actos de distinta naturaleza, que tuvieron su origen en la negativa del Rey a sancionar el proyecto de Ley sobre interrupción del embarazo, modificadora de los artículos 348, 350, 351 y 352 y derogatoria del artículo 353 del Código Penal.

El primero de dichos actos, según un criterio lógico, fue un «arrêté» que conviene entender como acto administrativo y no como Decreto —por su falta de contenido normativo, aun cuando tenga carácter general—, por el que el Consejo de Ministros comprobaba la imposibilidad de reinar del Rey.

El segundo fue la sanción del proyecto de ley citado, debidamente aprobado por las Cámaras del parlamento, y la promulgación como Ley —una vez recibida la sanción del Consejo de Ministros, haciendo uso de los poderes constitucionales del Rey, en virtud del artículo 79.3 de la Constitución— de dicho texto; pero todo ello en un solo acto formal, tal y co-

mo aparece publicado en el diario oficial *Moniteur belge* de 5 de abril de 1990 ¹.

¹ He aquí el texto íntegro de la Ley en lengua francesa:

3 AVRIL 1990.—*Loi relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code.*

Au nom du Peuple belge,
Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu l'arrêté du 3 avril 1990 constatant que le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner;

Vu les articles 25, 69, 79, alinéa 3, et 82 de la Constitution;

Les Chambres ont adopté et Nous, Ministres réunis en Conseil, sanctionnons ce qui suit:

Article 1er. L'article 348 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante:

«Article 348. Celui qui, médecin ou non, par un moyen quelconque, aura à dessein fait avorter une femme qui n'y a pas consenti, sera puni de la réclusion. Si les moyens employés ont manqué leur effet, l'article 52 sera appliqué.»

Art. 2. L'article 350 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

«Article 350. Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen aura fait avorter une femme qui y a consenti sera condamné à un emprisonnement de trois à un emprisonnement de trois mois à un an et à un an et à une amende de cent francs à cinq cents francs.

Toutefois, il n'y aura pas d'infraction lorsque la femme enceinte que son état place en situation de détresse, a demandé à un médecin d'interrompre sa grossesse et que cette interruption est pratiquée dans les conditions suivantes:

1.º a) l'interruption doit intervenir avant la fin de la douzième semaine de la conception;

b) elle doit être pratiquée, dans de bonnes conditions médicales par un médecin, dans un établissement de soins où existe un service d'information qui accueillera la femme enceinte et lui donnera des informations circonstanciées, notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître et qui, à la demande soit du médecin soit de la femme, accordera à celle-ci une assistance et des conseils sur les moyens auxquels elle pourra avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux posés par sa situation.

2.º Le médecin sollicité par une femme en vue d'interrompre sa grossesse doit:

a) informer celle-ci des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle encourt à raison de l'interruption de grossesse;

b) rappeler les diverses possibilités d'accueil de l'enfant à naître et faire appel, le cas échéant, au personnel du service visé au 1.º, b), du présent article pour accorder l'assistance et donner les conseils qui y sont visés;

c) s'assurer de la détermination de la femme à faire pratiquer une interruption de grossesse.

L'appréciation de la détermination et de l'état de détresse de la femme enceinte qui conduit le médecin à accepter d'intervenir, est souveraine lorsque les conditions prévues au présent article sont respectées.

3.º Le médecin ne pourra au plus tôt, pratiquer l'interruption de grossesse que six jours après la première consultation prévue et après que l'intéressée a exprimé par écrit, le jour de l'intervention, sa détermination à y faire procéder.

Cette déclaration sera versée au dossier médical.

4.º Au-delà du délai de douze semaines, sous les conditions prévues aux 1.º, b), 2.º et 3.º, l'interruption volontaire de grossesse ne pourra être pratiquée que lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou lorsqu'il est certain que

l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Dans ce cas, le médecin sollicité s'assurera le concours d'un deuxième médecin, dont l'avis sera joint au dossier.

5.° Le médecin ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention a été, pratiquée, doit assurer l'information de la femme en matière de contraception.

6.° Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse.

Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée, dès la première visite, de son refus d'intervention.»

Art. 3. L'article 351 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

«Article 351. La femme qui, volontairement, aura fait pratiquer un avortement en dehors des conditions prévues à l'article 350 sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à deux cents francs.»

Art. 4. L'article 352 du Code est remplacé par la disposition suivante:

«Article 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion, si la femme a consenti à l'avortement, mais que l'intervention ait été pratiquée en dehors des conditions définies à l'article 350 et aux travaux forcés de dix ans à quinze ans, si elle n'y a point consenti.»

Art. 5. L'article 353 du même Code est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1990.

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale et du Ministère de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la Restructuration du «Ministerie van Onderwijs»,

w. CLAES

Le Vice-Premier Ministre et Ministres des Communications et des Réformes institutionnelles,

J. L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Classes moyennes,

M. WATHELET

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre du Budget et de la Politique scientifique,

H. SCHILTZ

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Por último, y aunque de menor alcance jurídico, mas no informativo, el Consejo de Ministros del Reino de Bélgica emitió un comunicado en el que dio cuenta de lo actuado y sus motivos, y anunciaba la convocatoria de una sesión plenaria y conjunta de la Cámara de Diputados y el Senado para resolver la situación creada por la imposibilidad de reinar del Monarca para el día 5 de abril de 1990. Por su interés y valor aclaratorio de cuanto seguirá, permítasenos reproducir ahora el texto del comunicado en versión española:

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Pour le Ministre du Commerce extérieur, absent,
La Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale et du Ministère de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de la Défense nationale,
G. GOËME

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBBACK

Pour le Ministre de la Coopération au Développement, absent:

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre du Budget et de la Politique scientifique,

H. SCHILTZ

Le Ministre des Pensions,
A. VAN DER BIEST

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
M. COLLA

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Scellé du sceau de l'Etat:
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

«El Jefe de Estado ha considerado que su conciencia no le permite firmar el proyecto de ley sobre la interrupción del embarazo, pero ha insistido para que no sea impedido el buen funcionamiento de las instituciones democráticas y ha pedido al Gobierno y al Parlamento que encontrase una solución jurídica que concilia el derecho del Rey de no estar obligado de actuar contra su conciencia y la necesidad del buen funcionamiento de la democracia parlamentaria.

Después de haber constatado que el Rey mantenía su convicción, el Primer Ministro ha consultado los vice-primer ministros y ha propuesto al Rey de recurrir a la aplicación del artículo 82 de la Constitución, que trata de la imposibilidad de reinar del Rey.

En efecto, esta solución permite el buen funcionamiento de las instituciones que implica que un proyecto de ley adoptado por las dos cámaras sea sancionado, promulgado, publicado y resulte vigente. El Jefe del Estado ha aprobado este procedimiento.

El 3-IV-1990 el Consejo de Ministros ha constatado la imposibilidad de reinar del Rey.

En conformidad con el artículo 79 alinea 3 de la Constitución, durante el período de imposibilidad de reinar, los Ministros reunidos en consejo en nombre del pueblo belga y bajo su responsabilidad, ejercen los poderes constitucionales del Rey. Dicho Consejo de Ministros ha decidido sancionar y promulgar el proyecto de ley de interrupción del embarazo.

Durante la sesión del miércoles 4-IV-1990 el Consejo de Ministros, en conformidad con el artículo 82 de la Constitución, ha convocado la Cámara de Diputados y el Senado, las dos Cámaras reunidas, para el jueves 4-IV-1990 a la 15 h.

En conformidad con la Ley 1.907 que fija la aplicación del artículo 82 de la Constitución, se propondrá a las dos Cámaras reunidas de constatar que se acabó la imposibilidad de reinar de manera que a partir de esta constatación el Rey reanuda el ejercicio de sus poderes constitucionales»².

2. *Objeción de conciencia en general y su alcance en el caso del Rey de los belgas*

Señala ALBERTO DE LA HERA que «apenas acaba el Estado moderno de autoproclamarse neutro desde un punto de vista moral, renunciando a toda inspiración externa y aceptando amoldar su ordenamiento a los principios de una ética universalmente aceptada, cuando se ha visto sometido a una tremenda tensión, que amenaza hoy corromper la aparente solidez de su estructura (...). En ese compo nos encontramos con el tema de la

² El texto transcrito es la traducción española que nos ha facilitado, con gran gentileza, la Embajada belga en España. Agradecemos especialmente su ayuda a Patrick de Beyter, Agregado de Prensa.

objección de conciencia. Esta aparece como un choque frontal con el concepto actual del Estado neutro: frente a tal neutralidad, he aquí que la conciencia reclama sus fueros. La conciencia expulsada del mundo del Derecho vuelve al mismo inesperadamente»³.

Indudablemente, el renacimiento de la relevancia jurídica de la conciencia está caracterizando la andadura del Derecho en las postrimerías del siglo XX, con motivo del fenómeno de la objeción de conciencia; y no sin resultar paradójico, como se acaba de ver. Paradoja ésta que deja al descubierto la engañosa neutralidad —diríase «asepsia»— moral del Ordenamiento jurídico, de acuerdo con DALLA TORRE, en relación a uno de los pilares de esa neutralidad, cual es la laicidad del Estado: «S'intende fare riferimento alle tendenze involutive in senso ideologico che sembrano caratterizzare certi ordinamenti democratici moderni: tendenze involutive che come bene è stato indicato in dottrina, mostrano i loro primi e più qualificati segnali proprio nella materia religiosa (...) Si tratta (...) di quegli Stati che tendono ad incidere con provvedimenti legislativi e quindi attraverso la coattiva imposizione di modelli di comportamento conseguentemente destinati a divenire diffusi nel corpo sociale—, sopra il patrimonio morale, sulle manifestazioni ideali, sugli orientamenti di valore dei cittadini. Esempio tipico del rilevato fenomeno sembra potersi ravvisare in quei recenti orientamenti delle legislazioni civili in materia matrimoniale e familiare...»⁴.

Luego, convendríamos en que no es tan paradójica como pueda parecer, pero también en que sigue siendo digno de nota esta poderosa emergencia del fuero de la conciencia en forma de objeción. O quizá sería más acertado subrayar ese carácter paradójico, si la objeción de conciencia se alza contra la orientación jurídica predominante, solapada bajo la pretensión de neutralidad

Bastarían estas consideraciones para ilustrar cuán llamativo resulta el caso que aquí nos ocupa, a saber, el de la objeción de conciencia del Rey de los belgas —que así es su título, en virtud del Decreto de 29 de enero de 1831 y según la huella napoleónica—, Balduino I, a la ley de despenalización de la interrupción voluntaria del embarazo.

³ «Sobre la naturaleza jurídica de la objeción de conciencia», en *Libertad y derecho fundamental de libertad religiosa* (coordinado por I. C. IBÁN), Madrid 1989, págs. 145-146. Irrupción de la conciencia en el mundo del Derecho, que no es la conciencia en su plano puramente individual (o interno, propio del acto de fe), sino en su plano colectivo (o externo, relativo a la práctica de la religión), según la acertada distinción de AMORÓS AZPILCUETA, que trata de poner en evidencia que en el primer caso se trata de algo irrelevante jurídicamente, que no ha de suscitar sino la indiferencia del Estado, y que sólo en el segundo merece la protección debida a un derecho, cual es el de libertad religiosa; cfr. *La libertad religiosa en la Constitución española de 1978*, Madrid 1981, págs. 181-186. E indudablemente el objeto de conciencia, en su actitud, hace trascender en el ámbito externo sus convicciones.

⁴ «Annotazioni sull' ascesa e sul declino dello Stato laico», apéndice a *Il fattore religioso nella Costituzione*, Turín 1988, págs. 142-143.

Pero concurren en tal caso otras circunstancias que lo hacen verdaderamente excepcional. Que se trata de objeción de conciencia realizada por un Jefe de Estado, lo que resulta insólito; que por ser así, dicha objeción no ha llegado verdaderamente a referirse a la norma objetada, puesto que ésta no era todavía norma propiamente dicha en la medida en que para que lo fuera era preciso un acto del Rey, que no puso por razón de conciencia. Efectivamente el comunicado del Consejo de Ministros de 3 de abril de 1990 comienza afirmando que «El Jefe del Estado ha considerado que su conciencia no le permite firmar el proyecto de ley sobre la interrupción del embarazo...», para mantener más adelante que el Consejo ha podido comprobar «que el Rey mantenía su convicción»; por otra parte en la sesión parlamentaria conjunta de Cámara de Diputados y Senado, del 5 de abril de 1990, cuyo significado apreciaremos más adelante, el Primer Ministro, Wilfried Martens, abrió el debate con la lectura de la carta en la que el Rey anunciaba a su Gobierno, que no sancionaría la ley despenalizadora del aborto por razón de conciencia.

Destaquemos que, sin embargo, el hacer objeción de conciencia, en estos términos puede haber supuesto el incumplimiento por parte del Rey de una norma constitucional como el artículo 69, según redacción primitiva del texto de 1831, que dispone: «El Rey sanciona y promulga las leyes». La respuesta que se pueda ofrecer será objeto de estudio más adelante, pero desde este momento ponderamos la gravedad del acontecimiento en sentido constitucional, no sólo por lo que a la objeción de conciencia se refiere, sino también al sentido de la monarquía parlamentaria. JIMÉNEZ DE PARGA ha escrito: «El Rey Balduino ha tomado una decisión de gran alcance y de efectos incalculables, tanto para el régimen político establecido en Bélgica, como para las otras monarquías parlamentarias de Europa»⁵. Porque como apuntó, en la misma línea, el gran historiador del Derecho PAOLO COLLIVA —sobre el estadio último y contemporáneo de la monarquía: «Constituzionalizzazione della monarchia nell'età del predominio della borghesia e progressivo decadimento del principio monarchico»—, «Dove tuttavia la Monarchia seppe fare un retto e prudente uso delle formali prerogative rimastele, poté durare e mantenersi anche in regime parlamentare: ma appunto e solo come organo dello Stato, continuamente —pur se tacitamente— confermata dal consenso popolare. Che solo anchora ne garantisce le residue manifestationi»⁶.

⁵ «El gesto del Rey Balduino», *Diario 16*, 6 de abril de 1990, pág. 19. Consiéntasenos la cita de éste como otros artículos periodísticos en razón de la escasez de bibliografía científica sobre este episodio de la historia constitucional de Bélgica y también, en ocasiones, por la información que aportan.

⁶ Voz «Monarchia», en *Dizionario di politica* (dirigido por N. BOBBIO y N. MATTEUCCI), Turín 1976, pág. 613.

3. Convicciones católicas de Balduino I y objeción de conciencia al aborto

En verdad que, a pesar de su alcance político y jurídico, no ha podido sorprender que el Rey Balduino I haya tomado la decisión de negar su sanción a una ley que despenaliza el aborto en el Derecho belga. Lo que queremos significar es que las profundas convicciones religiosas católicas de este príncipe no constituyen novedad y expresan cuán firme es el fundamento de conciencia de su actitud⁷.

Como manifestación destacada de sus creencias, era reciente su intervención ante el Parlamento Europeo, Estrasburgo, abril de 1987. «Peut-être attendez-vous d'un des Chefs d'Etat qui sont les gardiens des grandes valeurs permanentes, qu'il place l'harmonie familiale parmi les biens les plus nécessaires à l'enfance et à l'adolescence? Il souhaite, en tout cas, que grâce à votre influence, la famille apparaisse partout comme la cellule de base de notre société». Añadió al final de su discurso, fuera del texto oficial que se había facilitado por escrito: «Dieu protège et bénisse notre Europe!»⁸.

GÓMEZ DE AYALA ha mostrado en su estudio ya clásico, que la conciencia cristiana puede ser fundamento de la objeción de conciencia⁹. Por

⁷ Se lee en *Le Vif / L'Express*, 13 de abril de 1990: «Quelles sont... les raisons qui l'ont conduit à maintenir son «objection de conscience»? Certainement pas la nostalgie de l'Ancien Régime autoritaire: il n'en a ni les moyens ni la volonté (...) C'est sa conception du devoir moral, assurément, qui a motivé la dernière décision du Roi. Le devoir et ce qu'il juge être le bien du pays, aussi, qui émaillent ses discours sur la réconciliation communautaire et la famille de connotations religieuses et politiques toutes personnelles, qui ne font pas l'unanimité», pág. 16.

⁸ Discurso y estrambote muy cercanos a las palabras del Papa Juan Pablo II, en la catedral de Santiago de Compostela, pronunciadas el 9 de noviembre de 1982: «Yo, Juan Pablo (...) Yo, obispo de Roma y Pastor de la Iglesia Universal, desde Santiago te lanzo, vieja Europa, un grito lleno de amor: Vuelve a encontrarte. Sé tú misma. Descubre tus orígenes. Aviva tus raíces. Revive aquellos valores auténticos que hicieron gloriosa tu historia y benéfica tu presencia en los demás continentes (...). Encomiendo estos pensamientos a la Santísima Virgen (...), le pido que acoja las plegarias de tantos corazones para que el bien continúa siendo una gozosa realidad en Europa y Cristo tenga siempre unido nuestro continente a Dios».

⁹ «Sotto un certo profilo, si può amettere, come pure é stato affermato, che la così detta «obiezione cristiana» rappresenti un aspetto dell'obiezione di coscienza, essendosi posta all'origine in opposizione all'Impero, talché «l'ascia dei littori romani finisce di abbattersi sul collo dei martiri, il cui sangue diventa seme di nuovi cristiani!» in *L'obiezione di coscienza al servizio militare nei suoi aspetti giuridico-teologici*, Milán 1966, págs. 193; obra ésta en la que el estudio se centra en la objeción de conciencia al servicio militar, con una primera parte dedicada a sus aspectos teológicos; cfr. págs. 17-187, con conclusiones restrictivas: «Consequentemente, anche a la luce della recentissima pronuncia conciliare (se refiere a la constitución pastoral «Gaudium et spes», núm. 79), nessun dubbio sussiste circa l'illegittimità dell'obiezione di coscienza al servizio militare, quando la possibilità di una tale obiezione no sia espressamente prevista da una legge dello Stato e salve le eccezionali ipotesi in cui detta obiezione non é soltanto lecita, ma addirittura doverosa», pág. 186; pero comprende también más general, no limitada al ámbito militar; cfr. págs. 193-238, a la que remitimos para bibliografía sobre nuestra afirmación inicial. También vid. B. MONTANARI, *Obiezione di coscienza. Un'analisi dei suoi fondamenti etici e politici*, Milán 1976, págs. 46-

otra parte, como señala NAVARRO VALLS, «es bien conocida la posición de la Iglesia católica» sobre el aborto¹⁰; posición de condena de las prácticas abortivas conforme o no a Derecho y de reconocimiento del derecho a obrar según la conciencia ante las mismas. A las declaraciones del episcopado expresamente recordado por NAVARRO VALLS sobre la necesidad de reconocer el derecho a la objeción de conciencia (obispos de Alemania Oriental en 1965, de Inglaterra y Gales en 1966, de Escandinavia en 1971, de la Conferencia Episcopal Española de 1985, etc.), añadimos la de los obispos de Bélgica, encabezados por el cardenal Danneels, de mayo de 1990, una vez promulgada la Ley de 3 de abril, de reforma del Código Penal en materia de interrupción del embarazo: se recuerda a los médicos y al personal sanitario que están al servicio de la vida, que tienen «l'obligation grave d'user du droit d'objection de conscience que la loi leur reconnait», y a las organizaciones e instituciones cristianas que deben hacer frente a la propaganda a favor del aborto voluntario, rechazar la práctica del aborto deliberado y ofrecer los servicios necesarios para el acogimiento de las madres y de su hijos¹¹.

Al hilo de este recordatorio, conviene poner de relieve el artículo 2 de la Ley de 3 abril de 1990, que introduce el nuevo tenor del artículo 350 del Código penal belga, cuyo núm. 6.º dice: «Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse. Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée dès la première visite, de son refus l'intervention». Trátase de una regulación de la objeción de conciencia el aborto sobre el modelo francés de la Ley 79-1.1.204, de 31 de diciembre de 1979, cuyo artículo 9 modificó el artículo L. 162-8, párrafo 1.º, del Código de Salud Pública (por lo que concierne a los médicos) y de la Ley 75-17, de 17 de enero de 1975, artículo L. 168-8, párrafo 2.º (para el personal sanitario auxiliar en general)¹². Por lo que podemos afirmar con NAVARRO VALLS que la legislación belga «configura la objeción de conciencia al aborto como un derecho absoluto, irrenunciable y no sometido a condición, del cual goza todo médico, incluido quien haya participado anteriormente en abortos. No requiere declaración previa por escrito ni exi-

79; A. MARTÍNEZ BLANCO, «La objeción de conciencia al servicio militar», en *La objeción de conciencia en el Derecho español e italiano*, Murcia 1990, especialmente págs. 119-121.

¹⁰ «La objeción de conciencia al aborto: Derecho comparado y Derecho español», en *Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*, 1986, pág. 264; remitimos a la nota 19 de este trabajo, para bibliografía sobre Magisterio de la Iglesia sobre esta cuestión, pág. 264.

¹¹ Cfr. *Lettre de Belgique*, núm. 15/1990, 11 de mayo de 1990, publicación oficiosa del Gobierno belga para el exterior, en cuyas págs. 19 y 20 se recogen las informaciones de *La libre Belgique*, del 3 de mayo de 1990, y *Het Laatste Niens* del mismo día. El episcopado de Bélgica es recurrente en este pronunciamiento contra el aborto, puesto que ya se había expresado en 1973 y de nuevo en 1989.

¹² Cfr. R. NAVARRO VALLS, *op. cit.*, págs. 288-289.

ge la emisión de determinadas motivaciones. Naturalmente, no se exige ninguna prestación sustitutoria»¹³.

Es claro que el monarca no se encuentra en el ámbito subjetivo de la objeción de conciencia reconocido por el Derecho belga. Pero también lo es, como ya indicamos, que su objeción de conciencia a la despenalización del aborto lo lleva no a dejar de cumplir tal Ley (entre otras razones, porque en el tiempo de su objeción no era ley todavía), sino a no cumplimentar lo establecido en un precepto constitucional sobre la sanción de las leyes. Objeción de conciencia la suya *sui generis*, lo que no deja de ser relativamente normal vista la indeterminación sobre la naturaleza jurídica de la objeción de conciencia y aún sobre el concepto mismo¹⁴; y aún con mayor razón, si se tiene en cuenta que la objeción de conciencia al aborto goza de especificidad propia dentro de la objeción de conciencia en general¹⁵. En todo caso, la objeción de conciencia encuentra su fundamento en la libertad de pensamiento o religiosa, como ha puesto de relieve el mismo NAVARRO VALLS¹⁶

¹³ *Ibidem*, pág. 289.

¹⁴ A. DE LA HERA sintetiza así la diversidad doctrinal sobre la naturaleza jurídica de la objeción de conciencia: «a) la objeción consiste en una desobediencia a la norma, en el incumplimiento de una obligación; b) la objeción consiste en una tolerancia del legislador; c) la objeción es una excepción legal a la norma, una concesión del legislador; d) la objeción consiste en la sustitución de la moral social por la moral individual; e) la objeción es un derecho subjetivo que el Estado no crea, sino que reconoce; f) la objeción de conciencia es un derecho fundamental», *op. cit.*, pág. 151. Por su parte, I. C. IBÁN y L. PRIETO SANCHÍS sostienen que «nos hallamos ante una opción de contornos dudosos, tanto en el ámbito de las reflexiones filosófico-morales como en el de la doctrina jurídica», *Lecciones de Derecho eclesiástico*, Madrid 1987 (2.^a ed.), pág. 160.

¹⁵ Cfr. R. NAVARRO VALLS, *op. cit.*, págs. 266 y sigs.

¹⁶ El autor citado ha escrito: «Lo que llamamos conciencia es el dictamen de lo que moralmente puede hacerse u omitirse en una situación concreta en la que se encuentra la persona humana. No consiste en enunciados generales, sino en el juicio del deber respecto a la conducta concreta que el sujeto esté en trance de realizar, está realizando o ha realizado. De ahí que haber comprendido intelectualmente que el aborto es un homicidio y defender esta concepción moral puede ser objeto de «pensamiento» —si el convencimiento procede de razones biológicas, filosóficas, etc.— o de religión (si se advierte por los dictados de un credo religioso), no de conciencia (...). Con lo cual quiere decirse que así como el acto de objetar es un problema de libertad de conciencia, el fundamento mismo y último de las razones que llevan a esa objeción se inscribe en un marco distinto al del dictamen de la propia conciencia, es decir, se inscribe en el marco de la libertad de pensamiento o religiosa», *op. cit.*, pág. 262. O, según una construcción de más amplio vuelo, fundamental para comprender el nuevo enfoque de la disciplina del Derecho eclesiástico, el derecho a la objeción de conciencia es parte integrativa de la libertad de conciencia, cfr. D. LLAMAZARES, *Derecho eclesiástico del Estado. Derecho de la libertad de conciencia*, Madrid 1989, págs. 15-16 y 22. Considerar que el fundamento del derecho a la objeción de conciencia está en la libertad religiosa o en la libertad de conciencia es tanto como reconocer un derecho general a la objeción de conciencia, sin necesidad de un reconocimiento «ad hoc» de tal derecho ni tampoco diversos reconocimientos específicos (al servicio militar, al aborto, etc.), cfr. M. GASCÓN ABELLÁN, *Obediencia al Derecho y objeción de conciencia*, Madrid 1990, especialmente págs. 293 y sigs., en las que la autora plantea el problema con muy detenida referencia al tratamiento por la jurisprudencia del Tribunal Constitucional español, manifiestamente cambiante y tornadiza; sobre la evolución de dicha jurisprudencia, sobre todo en materia de objeción de conciencia al servicio militar, vid.

No obstante, es menester presentar ciertas notas de las que participa el acto del Rey de los belgas, en orden a caracterizarlo como objeción de conciencia. Descolla el fundamento verdadero de conciencia que ya hemos tratado de dejar claro, y que cobra fuerza aunque sólo sea por el problema de Derecho Constitucional que ha supuesto y sobre cuya gravedad también hemos dado alguna opinión.

Se advierte que el acto del Rey Balduino tiene vocación de legalidad como el mismo comunicado del Consejo de Ministros deja ver: «El Jefe del Estado (...) ha insistido para que no sea impedido el buen funcionamiento de las instituciones democráticas y ha pedido al Gobierno y al Parlamento que encontrase una solución jurídica que concilia el derecho del Rey de no estar obligado de actuar contra su conciencia y la necesidad del buen funcionamiento de la democracia parlamentaria»¹⁷.

Debe ser realizado que en este caso también «se ha rehusado «obedecer» un mandato de la autoridad legítima que se entiende radicalmente injusto o delictuoso por entrar en colisión con una norma moral», mandato nacido de una norma jurídica que impone un deber, fundamentalmente un «facere»¹⁸. Un «facere» que consiste en una «prestación personal (...), porque, de todas las obligaciones jurídicas, las que requieren una participación personal son sin duda las que pueden vulnerar de forma más patente los imperativos de la propia conciencia»¹⁹. Efectivamente, aunque el acto que repugna a la conciencia del Rey de los belgas no consiste en participar en un aborto voluntario, es un «hacer» que supone que el proyecto de ley que permite y despenaliza ciertas prácticas abortivas se convierta en ley —luego se trata de una participación activa y necesaria en la producción de una ley de quien la considera intrínsecamente injusta e inmoral—; pero además supone un acto del Rey de los belgas contrario a lo que él entiende ser su magistratura: se ha escrito que son sus propias convicciones —que ya sabemos cuáles son—, las «que le Roi tente de faire passer auprès de la population et de la classe politique, par un jeu d'influence plus que de réel pouvoir»²⁰.

Entramos, por tanto, en un terreno distinto como lo es el del sentido de la sanción regia de las leyes, el del poder político del monarca, el del significado de la forma de gobierno a la que llamamos Monarquía Parlamentaria. Y todo ello relacionado con la objeción de conciencia.

A. C. ALVAREZ CORTINA, *El Derecho eclesiástico español en la jurisprudencia postconstitucional (1978-1990)*, Madrid 1991, págs. 53 y sigs.

¹⁷ Esta nota es destacada por la doctrina; cfr., por todos, I. C. IBÁN y L. PRIETO SANCHÍS, *op. cit.*, págs. 160-161.

¹⁸ R. NAVARRO VALLS, *op. cit.*, pág. 261.

¹⁹ I. C. IBÁN y L. PRIETO SANCHÍS, *op. cit.*, pág. 161.

²⁰ I. PHILIPPON, «Qui est le Roi?», en *La Vie/express*, 13 de abril de 1990, pág. 16.

4. *Monarquía parlamentaria, sanción de la Ley y objeción de conciencia*

Hecha la distinción entre «forma de Estado» y «forma de gobierno», BISCARETTI DI RUFFIA afirma que en el Estado de democracia clásica la distinción monarquía-república ha dejado de ser relevante para caracterizar las diversas formas de gobierno que puede acoger²¹; «se adopta, por el contrario, la tripartición basada sobre el criterio clasificador del órgano competente para trazar la «dirección política general» (...), de esta manera se obtienen las diversas y siguientes formas de gobierno: *a*) constitucional pura, ya sea monárquica o republicana (esta última llamada también presidencial) (...); *b*) constitucional parlamentaria, que también puede ser indistintamente monárquica o republicana, y en la cual la referida competencia no corresponde al Jefe de Estado, sino a los ministros que resultan por otra parte políticamente responsables únicamente frente al Parlamento, que es el llamado en última instancia a aprobar la dirección delineada por el Gobierno, y *c*) constitucional directorial (...))²².

Hay unanimidad doctrinal a la hora de calificar a la monarquía belga de la Constitución de 1831, instaurada con el alumbramiento del Estado de Bélgica, como uno de los modelos de monarquía parlamentaria. Citemos de nuevo a BISCARETTI DI RUFFIA, que la sitúa en el subtipo «gobierno parlamentario clásico de tipo europeo continental», por oposición al de tipo inglés, derivado hacia el llamado «régimen de gabinete»²³; también a DE VERGOTTINI o a nuestro SÁNCHEZ AGESTA²⁴.

Pero también coinciden los tres maestros invocados en ciertas características no baladíes de los regímenes monárquicos continentales parlamen-

²¹ Cfr. *Introducción al Derecho constitucional comparado*, México 1975 (traducción española de la 1.ª ed. italiana de 1970), págs. 77 y sigs. Sobre la distinción entre «forma y Estado» y «forma de gobierno», he aquí la síntesis de GIUSEPPE DE VERGOTTINI, tributaría de BISCARETTI DI RUFFIA: «Por 'forma de Estado' se entiende convencionalmente, el conjunto de elementos que caracterizan, globalmente, a un ordenamiento referido particularmente a finalidades planteadas como objetivos de acción de los órganos constitucionales. Empero caen dentro de su ámbito también los consiguientes criterios relativos a la disciplina del Estado-comunidad, el papel del individuo y de los grupos y los relativos al Estado-aparato y a sus modalidades de intervención. Por 'forma de gobierno' se entiende el complejo de instrumentos que se articulan para conseguir finalidades estatales y, por tanto, los elementos que miran a la titularidad y ejercicio de las funciones soberanas atribuidas a los órganos constitucionales», *Derecho constitucional comparado*, Madrid 1983 (traducción española de la edición italiana de 1981), págs. 107-108.

²² P. BISCARETTI DI RUFFIA, *op. cit.*, pág. 79.

²³ *Op. cit.*, págs. 82-83. Sobre el «régimen de gabinete», en la literatura española, cfr. M. GARCÍA PELAYO, *Derecho constitucional comparado*, Madrid 1987 (reimpresión), págs. 269-270, 301 y sigs., y 310 y sigs.; también, siguiendo al gran maestro, F. FERNÁNDEZ-MIRANDA ALONSO, «El sistema político de la Gran Bretaña», en *Teoría del Estado y sistemas políticos*, Madrid 1983, págs. 13 y sigs., y 24 y sigs.; A. DE BLAS GUERRERO, «El Reino Unido», en *Sistemas políticos contemporáneos* (dirigido por P. LUCAS MURILLO DE LA CUEVA), Madrid 1989 (2.ª ed.), especialmente págs. 16 y sigs.

²⁴ G. DE VERGOTTINI, *op. cit.*, págs. 707-708; L. SÁNCHEZ AGESTA, *Curso de Derecho constitucional comparado*, Madrid 1976 (6.ª ed.), págs. 159 y sigs.

tarios y del belga en particular: «la subsistencia de ardientes contrastes sociales y económicos, la consiguiente formación de numerosos partidos políticos, la necesidad de utilizar muy frecuentemente gobiernos de coalición, hicieron que las crisis de gabinete se multiplicaran en los países europeos, y con el pasar de los años se produjo una notable inestabilidad ministerial (...), en algunos países la debilidad del gobierno y el predominio desordenado del Parlamento (el llamado «parlamentarismo») condujeron directamente a la adopción de sistemas autoritarios (...). Únicamente los Estados escandinavos y del Benelux, debido a un complejo de circunstancias favorables (...) pudieron continuar disfrutando hasta nuestros días sin inconvenientes excesivos, del sistema parlamentario de tipo clásico», escribe BISCARETTI DI RUFFIA²⁵; DE VERGOTTINI, por su parte, señala: «Hasta el final del primer conflicto mundial la monarquía parlamentaria tuvo una difusión garantizada para luego reducirse progresivamente. Se introdujeron profundas modificaciones mediante el proceso de democratización (...). Las monarquías parlamentarias se transforman, así, en «democrático-parlamentarias» y está fuera de discusión que toda función de orientación política y todo poder efectivo, en situaciones normales, fue perdido por el rey en favor de los órganos investidos directa o indirectamente, por la confianza del electorado. El rey, pues, mantiene su función en ciertas situaciones delicadas de crisis (por ejemplo, elección del primer ministro cuando no haya clara mayoría expresada por las elecciones en Inglaterra) y sobre todo personifica la unidad y continuidad del Estado. La participación en las tres funciones fundamentales del Estado, que jurídicamente aún está prevista, se ha vaciado en vía consuetudinaria en favor de los órganos citados dotados de poder real de intervención»²⁶; y SÁNCHEZ AGESTA recuerda que «en la monarquía belga, la intervención del rey ha tenido un carácter preeminente, hasta la llamada «crisis real», posterior a la última guerra europea, en que el monarca ha visto reducidas las competencias que incluso se le atribuían por gran parte de la doctrina, fijándose sus facultades por el informe de una comisión (1949), que ha establecido la incapacidad del rey para obrar sin la asistencia de sus ministros en todos aquellos casos que puedan tener un efecto político directo o indirecto. En todo caso se le atribuye una misión moderadora y conciliadora que debe ejercer mediante la persuasión (...), una declaración del rey Alberto fundaba el cese del gobierno en una decisión de la Corona, cuando ésta interpreta que existe una discordancia entre gobierno y parlamento, que no afecta a detalles de la acción política o legislativa, sino a algún principio básico que puede fundar la Constitución un nuevo gobierno»²⁷.

²⁵ *Op. cit.*, pág. 83.

²⁶ *Op. cit.*, págs. 707-708.

²⁷ *Op. cit.*, págs. 161 y 164.

¿Qué hemos querido significar al referirnos a peculiaridades en la configuración de la monarquía belga, con la apoyatura de la autorizadas citas anteriores? Era nuestra intención suscitar la cuestión de si se ha realizado verdaderamente en el Derecho constitucional belga el tránsito de la monarquía constitucional a la monarquía parlamentaria²⁸.

ARAGÓN REYES asevera que «De la significación de la Monarquía como forma política del Estado se desprende (...) una serie de consecuencias políticas imprecisas y indeterminadas que operan sobre todo como funciones latentes de la Corona. Ya BAGEHOT recordaba que «La Corona hace mucho más de lo que parece hacer». Todas esas funciones derivan del principio monárquico y no del principio democrático (...), las constituciones de los Estados europeos que poseen en nuestro tiempo monarquías parlamentarias siguen utilizando los mismos términos jurídicos que correspondían a la Monarquía constitucional característica del siglo pasado, siendo la práctica la que se ha encargado de transformar aquellas viejas monarquías constitucionales en las modernas monarquías parlamentarias»²⁹. Y hace hincapié este autor en el papel de la monarquía en un Estado con un grave problema regional, como lo es Bélgica, que tiende al federalismo³⁰. Luego, a las imprecisiones e indeterminaciones relativas al poder y facultades de la Corona, se suman factores nacionales que hacen de la institución monárquica elemento precioso de integración y mantenimiento de la unión de los territorios constitutivos de Bélgica, lo que confiere a la Corona alguna suerte de atribuciones en ese orden de cosas.

Resulta indudable que, si por una parte, el texto constitucional de 1831 —fundador jurídico de la patria belga— representa una regulación escrita del modelo de la monarquía constitucional, frente a las evoluciones consuetudinarias —entre las que destaca la monarquía inglesa—, por otra parte la evolución de dicho modelo no se ha realizado según una «racio-

²⁸ COLLIVA escribe sobre ese tránsito en general: «Col patto costituzionale la Monarchia cessava di essere un'istituzione al di sopra dello Stato, per diventare un organo dello Stato cui di fatto trasmetteva tutte le sue prerogative, incluse quelle stesse di «suprema potestas» che —si è detto— da allora in avanti vennero viste come spettanti all'istituzione statale. Il re deveniva un semplice rappresentante dell'unità e della personalità dello Stato, con funzioni via via riducendosi man mano che dal sistema costituzionale —puro si passava al sistema costituzionale— parlamentare. In tale ordinamento, como noto, le funzioni di capo dell'esecutivo e di organo legislativo che ancora restavano alla Monarchia di fatto vennero «in toto» assorbite dalla Camera elettiva, con un rapido processo di sustamento delle prerogative che la Monarchia si era riservata, a favore del cosiddetto governo parlamentare. Diveniva insomma essenziale, per la gestione del potere, il consenso del Parlamento, anziché quello del sovrano, cui rimarrà sostanzialmente e solo una funzione certificatoria e ratificatoria della decisioni prese in sede parlamentare e partitica», *op. cit.*, página 613.

²⁹ «La Monarquía parlamentaria», en *La Constitución Española de 1978* (dirigido por A. PREDIERI y E. GARCÍA DE ENTERRÍA), Madrid 1988 (reimpresión 2.ª ed. de 1981), págs. 456 y 458; cita precisamente como ejemplo los artículos 65 a 69 de la Constitución belga, inalterados desde 1831 (cfr. nota 88, pág. 458).

³⁰ *Op. cit.*, págs. 456-457. El autor apunta el mismo valor adicional de la monarquía para España y el régimen implantado por la Constitución de 1978.

nalización» cuya consecuencia es el «parlamentarismo racionalizado», por lo que al poder de la Corona concierne³¹.

JIMÉNEZ DE PARGA se pregunta: «¿Quisieron los constituyentes advertir con toda claridad que los belgas iban a tener, más que un soberano, un primer magistrado que compartiría con las demás autoridades y organismos la dirección política de la nación? (...) ¿Manda hoy en Bélgica un auténtico soberano?»³². Observemos que parece interrogarse sobre si el sentido primigenio de la forma de gobierno establecida por la Constitución belga de 1831 fue el de la constitucional pura o el de la constitucional parlamentaria, siguiendo la clasificación de BISCARETTI DI RUFFIA ya expuesta; este último autor sintetiza el significado de aquella (también llamada presidencial), en que «es el Jefe del Estado, Rey o Presidente de la República, quien traza la dirección política general, sirviéndose de ministros, que él designa, y que sólo son responsables políticamente ante el propio Jefe del Estado»³³.

Y JIMÉNEZ DE PARGA se responde: «Sobre las intenciones de los constituyentes se discute. De momento recordemos lo que dijeron en el artículo 78: «El rey no tiene otros poderes que aquellos que le atribuye formalmente la Constitución y las leyes particulares dadas en virtud de la misma Constitución»³⁴. Parece querer otorgar a este artículo el valor de divisa del carácter no constitucional puro de la monarquía belga; HERRERO LERA, interpretando el artículo 56.1 de la Constitución Española de 1978, con parecido tenor limitativo de las facultades de la Corona, comenta: «para la teoría constitucional, tal supuesto, el de la Monarquía parlamentaria, lleva consigo la superación definitiva del «principio monárquico», por cuanto que al Rey ya no le corresponden otras facultades que las que expresamente la Constitución le atribuye»³⁵.

³¹ «Racionalización», que sí se ha practicado en cuanto a la democratización con las pertinentes reformas constitucionales relativas al sufragio, cfr. BISCARETTI DI RUFFIA, *op. cit.*, pág. 135. Refiriéndose a la Constitución Española de 1978, sostiene J. M. BENEYTO PÉREZ que «el sistema de las relaciones Jefatura del Estado-Gobierno responde a lo que se ha denominado «sistema parlamentario racionalizado», sistema que trata de evitar el tradicional desajuste entre texto escrito y realidad constitucional y la consiguiente indefinición de las posiciones respectivas de la Jefatura del Estado y el Gobierno, tan consustancial al régimen parlamentario británico», «La Monarquía parlamentaria. Comentario introductorio al título II», en *Comentarios a las leyes políticas* (dirigidos por O. ALZAGA), tomo V, Madrid 1983, págs. 13-14; y añade: «La expresión 'parlamentarismo racionalizado' fue utilizada por primera vez por B. MIRKINE-GUETZÉVICH, para referirse a los sistemas constitucionales que han tratado de teorizar, es decir, de formular en el texto escrito las reglas parlamentarias establecidas sobre todo por vía consuetudinaria», nota 2, pág. 14.

³² «El Rey y el Gobierno en Bélgica y Holanda», en *Estudios de Ciencia política y Sociología. Homenaje al profesor Carlos Ollero*, Madrid 1972, págs. 329-330.

³³ *Op. cit.*, pág. 79.

³⁴ *Op. cit.*, pág. 330.

³⁵ «La instauración monárquica en España: proceso jurídico-político de su conformación como monarquía parlamentaria», en *Lecturas sobre la Constitución española* (coordinado por T. R. FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ), vol. I, pág. 194; el mismo sentido atribuyen al artículo 56, 1, comentaristas como R. ENTRENA, cfr. *Comentarios a la Constitución* (dirigidos por F. GARRIDO FALLA), Madrid 1985 (2.ª ed.), págs. 937 y sigs., y O. ALZAGA, cfr. *Comen-*

Ahora bien, no debe olvidarse que esta reflexión se hace en el último cuarto del siglo xx, con la experiencia político-constitucional de más de siglo y medio de monarquía —experiencia en la que históricamente se sitúa el tránsito aludido de monarquía constitucional a monarquía parlamentaria—, y no en 1831, fecha en la que alborea en el continente europeo la convivencia de la monarquía con un régimen constitucional³⁶. Con razón apunta JIMÉNEZ DE PARGA el carácter no pacífico de la interpretación de la voluntad del constituyente belga, como hemos visto.

Y téngase presente que aun en nuestros días cuéntanse opiniones doctrinales, como por ejemplo la de HERRERO RODRÍGUEZ DE MIÑÓN, que no aceptan una reducción «mecanicista» de la Corona en la Constitución Española de 1978: «Si la magistratura regia se bloquea en unas competencias ya menguadas, pero además de ejercicio automático, la función regia se esfuma y la interpretación que devora su objetivo es, por definición, poco congruente»³⁷.

tario sistemático a la Constitución Española de 1978, Madrid 1978, págs. 381 y sigs. (ambos autores mencionan el precedente del artículo 78 de la Constitución belga de 1831). HERRERA LERA recuerda que el texto del primer borrador constitucional era muy distinto y que tal cosa debe ser criterio hermenéutico a la hora de comprender el texto definitivo del artículo 56: «(...) en su primer borrador se insertaban una serie de atribuciones, tales como la de prorrogar las Cortes, presidir los Consejos del Ministros, convocar, por iniciativa propia, el referéndum nacional o autorizar la celebración de tratados que, como ha sido puesto de manifiesto por el profesor SANTAMARÍA, entraban en contradicción abierta con la concepción de la Monarquía parlamentaria. Y, en consecuencia, hicieron suponer en su momento, una concepción no igualitaria entre los distintos órganos del Estado, configurándose al Monarca, no como un «primus inter pares», sino como un Rey con prerrogativas propias. Y si bien es cierto que la mayoría de estas funciones, atribuidas impropiamente a un Monarca parlamentario (...), *op. cit.*, págs. 194-195, para añadir que «se mantienen algunas funciones, que más que por el verdadero poder que entrañan, por la ambigüedad de su formulación, podrían dar al traste, en su aplicación práctica, con el carácter básico que en el texto se perfila para la institución monárquica como una magistratura situada «en medio y por encima» de los conocidos, clásicamente, como poderes legislativo, ejecutivo y judicial», *op. cit.*, pág. 195. Se refiere el autor a la designación del candidato a la presidencia del Gobierno y a la presidencia del Consejo de Ministros [cfr. art. 62, d) y d)]. En todo caso, el autor citado acepta la posible interpretación de los poderes de la Corona, distinta a la que él postula.

³⁶ BISCARETTI DI RUFIA se refiere así a esa evolución, de modo general: «Comenzando por el gobierno constitucional puro, es necesario poner de relieve desde el primer momento que su subespecie monárquica desde hace varios decenios en todo el mundo occidental, en virtud de que siendo los ministros responsables sólo ante el Jefe del Estado, que a su vez se encontraba privado de carácter representativo, se impedía a la mayoría popular influir de manera decisiva sobre la dirección política general del país, no obstante que participaba, a través del Parlamento, en el desarrollo de la función legislativa. Se advierte que, además y en realidad, en esas formas de Gobierno, el soberano gozaba todavía de un peso político relevante, dirigiendo, con amplia discrecionalidad, la actividad de sus ministros, utilizando con frecuencia la iniciativa legislativa y negando en ocasiones su sanción a las leyes aprobadas por las Cámaras», *op. cit.*, págs. 79-80.

³⁷ «Artículo 56. El Rey», en *Comentarios a las leyes políticas*, tomo V, pág. 46. Este extenso comentario del precepto constitucional, págs. 39-94, es sin duda la mejor contribución a esta interpretación de la Corona en el Ordenamiento constitucional español. Reconoce HERRERO RODRÍGUEZ DE MIÑÓN que «en el último de los incisos del párrafo primero del artículo 56 que se acaba de mencionar, se señala que la atribución de competencias al Rey ha de hacerse expresamente por la Constitución o las leyes. Mediante este precepto,

En cuanto al Ordenamiento constitucional belga, el mismo JIMÉNEZ DE PARGA reconoce que algún autor ha hablado de «preeminencia regia»: «El monarca —razona LOUIS WODON— tiene deberes por encima de la letra de la Constitución; el juramento que presta le obliga a mantener la independencia nacional y la integridad del territorio; y el monarca, por otra parte, realiza actos importantes —advertencias, consejos, recomendaciones políticas—, que no son refrendados por los ministros. Hay, en suma, elementos fundamentales anteriores y superiores a la misma Constitución y es al Rey, Jefe del Estado, a quien corresponde mantener estas bases. He aquí la preeminencia regia», para añadir, bien es cierto, que «la mayoría de los constitucionalistas belgas no admiten esta tesis»³⁸.

Aunque ha de ser mencionado que muy recientemente algún autor se ha pronunciado por los poderes del Rey como verdadera prerrogativa regia³⁹. Y, por otra parte, el mismo JIMÉNEZ DE PARGA afirma, «la intervención activa de los reyes en la política belga», especialmente los dos primeros monarcas, Leopoldo I (1831-1865) y Leopoldo II (1865-1909), pero sin olvidar al predecesor de Balduino I, su augusto padre Leopoldo III (1934-1951, salvo los años 1940-1950)⁴⁰. Afirmación que en modo alguno apoya la tesis del tránsito de la monarquía constitucional a la monarquía parlamentaria por vía consuetudinaria⁴¹. También es cierto que este autor, citando a R. FUSILIER —*Les monarchies parlementaires*, París, 1960—, sitúa en la «crisis real» (1945-1950) —cinco años de violentas polémicas en torno a la institución monárquica, que culminaron con el referéndum de 11 de febrero de 1950, con victoria de la opción monárquica por el 57,68 por 100 de los sufragios— el punto de inflexión en la actitud e interpretación de los monarcas de sus poderes como «algo

directamente inspirado en el artículo 78 de la Constitución belga de 1831, se configura la Corona como una magistratura constituida y dotada como tal de competencias tasadas», página 55.

³⁸ «El Rey y el Gobierno en Bélgica y en Holanda», en *op. cit.*, pág. 332; respecto a L. WODON, cfr. «Sur le rôle du Roi comme Chef de l'État dans le cas de défaillances constitutionnelles», en *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, 1941, págs. 207 y sigs., y «Considérations sur la séparation et la délégation des pouvoirs en droit public belge», en *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques. Académie Royale de Belgique*, 1942, págs. 54-55.

³⁹ Cfr. R. HENRION, «Une Constitution remise en question: les pouvoirs du Roi», en *Le Journal des Procès*, 1991, págs. 819.

⁴⁰ Cfr. *últ. op. cit.*, págs. 334-335. De Leopoldo I y de Leopoldo II afirma abiertamente que «gobernaron y reinaron»; de Leopoldo III, que «pilotó bastante los asuntos públicos»; en cambio, de Alberto I (1909-1934), que fue un «modelo de monarca constitucional. El sistema de fuerzas políticas del siglo xx no permitía, desde luego, repetir la experiencia de mando personalista de los primeros reyes belgas».

⁴¹ Insiste ARAGÓN REYES en que «el hecho de que aún subsista en tales constituciones determinadas fórmulas características de la primera etapa no significa, necesariamente, que las instituciones políticas funcionen, en parte, al margen de Derecho o que en tales países la Monarquía parlamentaria no sea una forma jurídica de Gobierno, pues semejante afirmación olvidaría el valor jurídico de la costumbre interpretativa e incluso del desuetudo», *op. cit.*, pág. 458. Precisamente estamos poniendo en tela de juicio el que hayan ocurrido las cosas así en Bélgica.

más que una magistratura moral»⁴²; es a lo que se refería SÁNCHEZ AGESTA cuando, como hemos visto, señalaba que las atribuciones del Rey habían sido fijadas en un informe de una comisión en 1949 —se trata exactamente del «Rapport de la Commission chargée d'émettre un avis motivé sur l'application des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des prérogatives du Roi et aux rapports des grands pouvoirs constitutionnels entre eux», publicado en el diario oficial *Moniteur belge* de 6 de agosto de 1949—, que constituiría una suerte de racionalización imperfecta.

En todo caso, es claro que todo el problema nace, como afirma ROGER LALLEMAND —senador, coautor de la proposición de ley sobre despenalización de la interrupción voluntaria del embarazo, crítico pero respetuoso con la actitud del Rey Balduino I—, de «la ambigüedad de la Constitución sobre el papel de Jefe del Estado»⁴³. Al menos, ambigüedad en cuanto a su significación presente.

Como en España y para su Constitución de 1978 HERRERO RODRÍGUEZ DE MIÑÓN, en Bélgica FRANCIS DELPERÉE ha subrayado que la máxima que es pauta de interpretación es la de que «el Rey reina pero no gobierna», lo que supone que el monarca puede llevar a cabo tres funciones propias de quien reina sin gobernar: 1) la función de estímulo: principalmente a sus ministros, a quienes puede incitar a que actúen de una forma determinada, manifestarles su opinión o inquietud, siempre movido por el interés general; 2) la función de mediación: entrar en contacto con el mundo político y también con la sociedad civil, sobre todo con ocasión de las crisis de gobierno, aceptando la dimisión de éste, disolviendo el Parlamento o encargando al futuro primer ministro que forme gobierno; 3) la función de unificación: el Rey representa a la nación como unidad⁴⁴.

Por lo que se refiere a la Monarquía española de 1978, HERRERO RODRÍGUEZ DE MIÑÓN sostiene que tres son los «los elementos a tener en cuenta para construir dogmáticamente una definición constitucional de la figura del Rey: la Jefatura del Estado, su condición de símbolo y su configuración mediante una expresa atribución de potestad»⁴⁵. De la Jefatura del Estado recuerda la exposición clásica de ESPÓSITO de tres posibles caracterizaciones: la supremacía en la posición, la jerarquía en el mando, la cura institucional, para añadir que «hoy día, salvo los casos de Japón y Suecia, más cercanos el primero de estos tipos, el Jefe del Es-

⁴² Cfr. *últ. op. cit.*, pág. 334.

⁴³ «La conscience royale et la représentation de la nation. Réflexions à propos d'une crise», en *Journal des tribunaux*, 1990, pág. 466.

⁴⁴ Cfr. «Le Roi règne et ne gouverne pas», en *Journal des tribunaux*, 1990, págs. 701 y sigs. Se ofrecen apoyos en normas constitucionales positivas, sobre cuyo detalle no nos alargamos. En el mismo sentido, en cuanto a las funciones de estímulo y moderación, recordando la fórmula de BAGEHOT, R. ERGEC, cfr. «L'institution monarchique à l'épreuve de la crise», in *Journal des tribunaux*, 1990, pág. 265.

⁴⁵ Cfr. *op. cit.*, pág. 42.

tado de la monarquía parlamentaria corresponde al tercero de ellos y lo mismo puede decirse del Rey configurado en el artículo comentado (56 de la Constitución) (...), ello es precisamente posible porque el Rey, en cierta medida, goza de la potestad de mando y coerción, participando en ella al menos por ostentar su titularidad. Se trata, pues, de un Jefe de Estado no sólo con preeminencia formal (elemento ceremonial de la Constitución, según BAGEHOT), sino con poder efectivo»⁴⁶; en cuanto símbolo de la unidad y permanencia del Estado, «sin perjuicio de su intervención real en la legislación y más aún, en la gobernación en virtud de sus facultades moderadoras y arbitrales (...), al Rey se imputa la titularidad suprema de los más importantes actos de Gobierno (arts. 62 y 62), de legislación (art. 62, a)], e incluso en su nombre se administra la justicia (art. 117)⁴⁷; finalmente, sobre la expresa atribución de potestad, el artículo 56 ha de ser interpretado «a través de la doctrina de los poderes inherentes o implícitos acuñada en el Derecho constitucional», en especial por lo que respecta a la función de moderar y arbitrar⁴⁸. Dice HERRERO que «el jurista no puede realizar una construcción dogmática con el solo argumento de su inconveniencia política, sobre todo cuando las exigencias de la buena lógica coinciden con lo que el estado de la práctica comparada, correctamente conocida, demuestra conviene políticamente»⁴⁹; «si moderar y arbitrar se reducen mecánicamente a los actos previstos en el artículo 62, y además éstos se entienden automáticamente determinados positiva y negativamente por el refrendo gubernamental, la función regia 'se reduce a muy poco, por no decir que se vacía'»⁵⁰ y añade, «el aforismo clásico, el Rey reina pero no gobierna, que a veces puede invertirse para enfatizar el reinar sobre el gobernar, incluye moderar y arbitrar»⁵¹. Apoyándose en argumentos doctrinales y de Derecho comparado —no es menor la referencia al ordenamiento constitucional belga—, HERRERO se refiere al derecho del Rey a ser consultado, a estimular y a advertir (siguiendo la famosísima sentencia de BAGEHOT), y en particular a la designación del candidato a la presidencia del Gobierno, comunicación solemne a Gobierno y Cortes (discurso del Trono), jefatura de los Ejércitos y defensa de la Constitución, etc.⁵².

Resumiendo con el autor citado: «No se trata con ello de resucitar ningún Principado monárquico, sino de mantener la funcionalidad de la

⁴⁶ *Ibidem*, pág. 5.

⁴⁷ *Ibidem*, pág. 51.

⁴⁸ *Ibidem*, págs. 56-57.

⁴⁹ *Ibidem*, pág. 58.

⁵⁰ *Ibidem*, pág. 58; el entrecomillado delimita una cita de J. DE ESTEBAN y L. LÓPEZ GUERRA, *El régimen constitucional español*, vol. II, Barcelona 1982, pág. 28.

⁵¹ *Ibidem*, pág. 61.

⁵² *Ibidem*, págs. 58 y sigs., y sobre la constitución belga, cfr. págs. 70-71.

que es pieza clave de una monarquía parlamentaria dentro de los parámetros doctrinales usuales en las restantes democracias coronadas europeas»⁵³.

Y llegamos así al acto regio de la sanción de las leyes, del que afirma ARAGÓN REYES que «es, indudablemente, la cuestión fundamental, o si se quiere, la piedra de toque para dilucidar si la Monarquía parlamentaria es o no forma jurídica de Gobierno»⁵⁴; otorgándole igual alcance SANTA-MARÍA PASTOR escribe: «la sanción, la promulgación y la publicación son tres actos que operan en un momento crucial del proceso de producción legislativa; actos cuyo contenido exacto se desconoce, pero cuya interpretación en un sentido u otro puede alterar radicalmente la configuración política misma del modelo constitucional»⁵⁵.

Manteniendo la interpretación ya expuesta, DELPÉRÉE sostiene, sin embargo, que el artículo 69 de la Constitución belga, al disponer que el Rey sanciona y promulga las leyes, no deja margen de libertad para negarse a tal cosa, lo que le lleva a sugerir la reforma constitucional para evitar problemas como el planteado con ocasión de la despenalización del aborto⁵⁶. HENRION comparte este punto de vista, por lo demás mayoritario en la doctrina belga, pero pone de relieve que originariamente no fue tal el sentido del texto constitucional: «Dans les monarchies parlementaires où la sanction a été maintenue (ce qui n'est pas toujours le cas; par exemple, au Danemark) celle-ci est donnée, par le souverain, en sa qualité de troisième branche du pouvoir législatif. En principe, elle pourrait être refusée; il s'agit alors d'un droit dont l'origine remonte à la révolution française, lorsque la constitution de 1791 accorda à Louis XVII la possibilité de s'opposer, par un "veto", à un projet voté par les assemblées. Notre constitution, en son article 69, se réfère à cela mais de manière relativement discrète, afin de ne pas mettre en évidence, expressément, le droit pour l'exécutif, de s'opposer à la volonté du Parlement»⁵⁷. Y da cuenta de la declaración de revisión constitucional, de octubre de 1991, que dio lugar a la disolución de las Cámaras (art. 131 de la Constitución), y que por vez primera afecta a artículos fundamen-

⁵³ *Ibidem*, pág. 62. El mismo autor reconoce que se encuentra en minoría en el conjunto de la doctrina española (cita como únicos apoyos a SÁNCHEZ AGESTA y a JIMÉNEZ DE PARGA, curiosamente, cfr. nota 46), cfr. pág. 61. Recordemos con BENEYTO que «es en el reconocimiento de un poder directo como consecuencia de la ampliación de las facultades arbitrales del Rey donde se divide la doctrina española», y destaca entre quienes se oponen a la tesis de HERRERO RODRÍGUEZ DE MIÑÓN a ALZAGA, ARAGÓN, DE ESTEBAN y LÓPEZ GUERRA, MURILLO, GARCÍA DE ENTERRÍA, etc., cfr. *op. cit.*, pág. 18, nota 8.

⁵⁴ *Op. cit.*, pág. 460, epígrafe b.1), «la sanción como tema decisivo».

⁵⁵ «Comentario al artículo 91», en *Comentarios a la Constitución*, dirigidos por GARRIDO FALLA, pág. 1295.

⁵⁶ Cfr. «Le Roi sanctionne les lois», in *Journal des tribunaux*, 1991, págs. 593 y sigs. Hasta seis posibles orientaciones de la reforma entrevé el autor, todas ellas criticables (por razones de técnica constitucional o de inconfesables propósitos), pero se adhiere finalmente a la propuesta por PAUL DE VISSCHER: «El Rey y, en su defecto, el Consejo de Ministros, sanciona y promulga las leyes», cfr. pág. 597.

⁵⁷ *Op. cit.*, pág. 8.

tales sobre los poderes del Rey. El origen de esta iniciativa se halla en el problema que aquí nos ocupa.

¿Ha habido modificación consuetudinaria de la facultad del Rey de negar la sanción? Ningún autor hace un pronunciamiento de esta índole, pero se acepta —por interpretación integrativa— que hoy no cabe esa negación: «Soyons clairs. Il n'appartient pas au chef de l'État, même s'il se trouve en désaccord sur ce point avec ses ministres, d'opposer, sous une forme ou sous une autre, un veto à la volonté exprimée par les Chambres élues et le gouvernement responsable. Il doit sanctionner la loi»⁵⁸. Aunque también se recuerda que nunca había un Rey de los belgas dejado de sancionar una ley⁵⁹. Lo que podría llevar a considerar que existe una convención constitucional por desuetudo del derecho de veto de la Corona a las leyes, como en el caso de la monarquía inglesa, que no lo ha ejercitado desde 1707⁶⁰.

Lo que desde luego no hay es meridiana claridad de los preceptos constitucionales sobre este particular, como sucede en la constitución japonesa de 1946, que únicamente reconoce al emperador la facultad de promulgar (y no de sancionar) la ley, o en la thailandesa de 1952, que impide al rey denegar la sanción⁶¹.

Quizá huelga decir que en la doctrina española es mayoritario el criterio de que la sanción es un acto debido del monarca, de acuerdo con los artículos 62 y 91 de la Constitución Española⁶².

Como tal acto debido, si así se entiende también en el Derecho constitucional belga, permite por lo mismo comprender la objeción de conciencia del Rey; aunque la doctrina considera: primero, que la objeción redundaría en un veto regio, que no es hoy facultad del Rey; segundo, que la coherencia del régimen exige que la función del moderador que él ejerce ante el Gobierno no debe trascender a la opinión pública: en la medida en que la objeción de conciencia contiene un juicio ético-político de un acto del Parlamento debe permanecer en la esfera de la privacidad, porque puede afirmarse públicamente como acto del Jefe del Estado, es decir, como el acto del Gobierno o al menos de un ministro⁶³.

⁵⁸ *Ult. op. cit.*, pág. 594.

⁵⁹ Cfr. I. PHILIPPON, *op. cit.*, pág. 25.

⁶⁰ Cfr., por todos, M. GARCÍA PELAYO, *op. cit.*, pág. 298. Sobre la recta distinción entre sanción (o negación de la sanción) y derecho de veto, cfr. F. SANTAOLALLA LÓPEZ, «Comentario al artículo 91», en *Comentarios a las leyes políticas*, dirigidos por ALZAGA, t. VII, págs. 349 y sigs.

⁶¹ Cfr. ARAGÓN REYES, *op. cit.*, pág. 464. Sobre los distintos conceptos de sanción, promulgación y publicación, cfr. SANTAMARÍA PASTOR, *op. cit.*, págs. 1295 y sigs.

⁶² Cfr. por todos, R. ENTRENA, «Comentario al artículo 62», en *Comentarios a la Constitución*, dirigidos por GARRIDO FALLA, págs. 992 y sigs. ASTARTOLA VILLENA y LAFUENTE BALLE critican, no obstante, el que el Rey no pueda pedir una segunda deliberación sobre la ley al Parlamento, como sucede en las Constituciones francesa e italiana, artículos 80 y 74, respectivamente, «Comentario al artículo 62», en *Comentarios a las leyes políticas*, tomo V, pág. 248.

⁶³ Cfr. R. ERGEC, *op. cit.*, pág. 265; R. LALLEMAND, *op. cit.*, pág. 466; el segundo punto es lo que la doctrina belga llama «dejar al descubierto a la Corona», que en sus actos

El primer argumento supone negar la posibilidad misma de la objeción de conciencia, lo que el mismo Rey Balduino I denunció en su primera carta al primer ministro: «Serait-il normal que je sois le seul citoyen belge à être forcé d'agir contre sa conscience dans un domaine essentiel? La liberté de conscience vaut-elle pour tous sauf pour le Roi?»⁶⁴. Y afirmamos con LLAMAZARES: «Así entendido (incluida la objeción de conciencia), el derecho de libertad de conciencia se convierte en el derecho fundamental básico del sistema democrático. A ese carácter de columna básica del sistema democrático hace referencia (...) la consideración de todos los derechos fundamentales de los ciudadanos, también como garantías institucionales»⁶⁵. Luego ante la objeción de conciencia ha de ceder incluso un posible tratamiento jurídico diferenciado y legítimo del monarca (recuérdese que existe tal tratamiento en la misma razón de ser de la monarquía hereditaria dinástica. Cfr. art. 60 de la Constitución).

Por lo que se refiere al segundo argumento, suscita una consideración ulterior. LALLEMAND ha sostenido que la crisis de 1990 nace de una interpretación errónea de la Constitución por parte del Rey porque éste se ha juzgado «corresponsable» de la ley despenalizadora del aborto; y no hay tal cosa, puesto el principio es la irresponsabilidad regia garantizada por el instituto del refrendo necesario de los actos del Rey (Cfr. artículo 49 de la Constitución)⁶⁶; así hay que entender la inviolabilidad del Rey en cuanto irresponsabilidad política⁶⁷. Luego el Rey no puede tener problema de conciencia por su intervención en algo de lo que no es responsable, vendría a ser la conclusión de LALLEMAND.

Acto puramente formal, residuo histórico, mero instituto honorífico, etc.; así y con otras expresiones ha sido calificada la sanción regia de las leyes⁶⁸. SANTAMARÍA PASTOR opina que «la sanción real es un requisito tan necesario como innecesario (...), requisito superfluo (...). La sanción o es sanción auténtica (esto es, acto de voluntad del Monarca que, unido a la voluntad del Parlamento, completa o perfecciona la ley) o no es nada; y no es sanción auténtica en la medida que constituye un acto estrictamente obligatorio y, por tanto, desprovisto de toda voluntariedad (...). Constitucionalmente, la sanción no añade ningún plus de validez o fuerza obligatoria a la ley»⁶⁹.

Parece que el razonamiento de SANTAMARÍA es irreprochable y marca la diferencia entre la monarquía constitucional y la parlamentaria.

siempre ha de ser refrendada, cfr. artículo 64, que desde el informe ya citado de 1949, se extiende incluso a la actos verbales, tales como los mensajes regios. Sobre la necesidad del refrendo en el Derecho español, cfr. artículo 56, 3, de la Constitución.

⁶⁴ F. DELPÉRÉ, «Le Roi sanctionne les lois», in *op. cit.*, pág. 596.

⁶⁵ *Op. cit.*, pág. 16.

⁶⁶ Cfr. *op. cit.*, págs. 465-466.

⁶⁷ Cfr. artículo 48 de la Constitución belga; sobre su sentido, en comentario al artículo 56, 3, de la Española, cfr. O. ALZAGA, *op. cit.*, págs. 348 sigs.

⁶⁸ Cfr. SANTAMARÍA PASTOR, *op. cit.*, págs. 1305 y sigs.

⁶⁹ *Ibidem*, págs. 1305-1306.

Siguiéndolo habría que concluir que si la sanción carece de contenido, difícilmente puede ser denegada por objeción de conciencia a ese contenido. Pero, la Constitución no por ello deja de exigirla, por muy formal, hueca y prescindible que sea. Pues bien, si el Rey viene obligado a darla y sin embargo nada aporta en su acto, ¿por qué hacer de su denegación el origen de una crisis constitucional? Se nos antoja que sería constitucionalmente más grave la objeción de conciencia al servicio militar de cualquier soldado de reemplazo, pongamos por caso.

5. Conclusiones

Nosotros abogamos, si se nos permite, por la objeción de conciencia del Rey Balduino I.

Por muy formal que sea el acto mismo, si el Rey siente comprometidas irremediabilmente sus convicciones al sancionar una ley despenalizadora del aborto, en cuanto que representa la unidad y permanencia del Estado del que es Jefe⁷⁰, parece que debe acogerse ese su derecho a hacer objeción de conciencia a prestar adhesión alguna a una norma que tendrá obligatoriedad general para el pueblo belga y que él juzga gravemente in-moral.

Por lo demás, no hemos entrado en la corrección constitucional o en la conveniencia política del expediente al que acudió el Gobierno belga para resolver el problema. Recordemos simplemente que el Parlamento, en su sesión extraordinaria para comprobar el fin de la imposibilidad de reinar del monarca para que reanudase el ejercicio de sus funciones constitucionales, se manifestó a favor de tal cosa por 254 votos, con 94 abstenciones y ningún voto en contra.

A lo largo de estas páginas hemos dejado insinuarse nuestra perplejidad ante el entendimiento presente de la Monarquía parlamentaria. La reducción de las facultades del monarca nos lleva a preguntarnos si la clásica caracterización de GARCÍA PELAYO del rey en la monarquía parlamentaria como titular de «auctoritas» y ayuno de «potestas» no cubre con tupida erudición la práctica constitucional que rebaja al máximo la primera y acepta la segunda muy limitadamente, pero de forma expresa (cfr. art. 65 de la Constitución Española). Creemos que el caso aquí comentado es ilustración paradigmática de cuanto decimos.

Por último, volvemos con COLLIVA a apuntar que la constitucionalización de la Monarquía y su «parlamentarización» tienden a su sustitución por la República; dice este grande estudioso, ya desaparecido, de la Universidad de Bolonia, que sólo un uso prudente por el monarca de las residuales atribuciones de que disfruta garantizan la pervivencia de la

⁷⁰ Lo reconoce expresamente SANTAOLALLA, cfr. *op. cit.*, pág. 355.

institución regia. Ante esas limitaciones jurídicas, no es ni ocioso ni insultante preguntarse sobre la razón última del mantenimiento de algo deliberadamente vaciado de contenido. El eximio constitucionalista DELPERÉE, de la Universidad Católica de Lovaina afirma que el Rey representa a la Nación en su unidad. «Tal es el sentido de la monarquía. Descansa sobre una persona que encarna, en un momento de la Historia, la institución regia. Se funda sobre la relación que existe entre el Rey y los belgas». No alcanzamos a ver cómo una persona puede encarnar una institución que políticamente ha de ser insustancial, no significativa; o mejor, cuál es el sentido de dicha encarnación. Porque, como hemos tenido ocasión de examinar, cuando esa institución algo significa y la persona que lo encarna así lo expresa, se levantan dudas acerca de la legitimidad constitucional de esa actitud. La misma incertidumbre abrigamos sobre esa pretendida relación entre el monarca y el pueblo, vínculo incoloro, insípido y tibio, que probablemente es capaz de unir al mismo príncipe con los belgas o con los nacionales de cualquier otro Estado.